

Chambre des Représentants.

ÉANCE DU 17 MAI 1927.

Projet de loi **approuvant le Traité de conciliation, de règlement judiciaire** **et d'arbitrage entre la Belgique et la Suisse.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Traité de conciliation de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et la Suisse dont le texte est ci-joint, a été signé à Bruxelles, le 5 février 1927.

Il constitue par rapport au traité signé le 13 février 1925, que les deux Gouvernements ont été après Locarno d'accord pour ne pas ratifier, (voir *Documents parlementaires*, Chambre des Représentants, N° 334-1926), un nouveau progrès dans la voie de l'arbitrage obligatoire : ses stipulations tiennent compte des principes admis dans les traités d'arbitrage signés à Locarno. Elles ne diffèrent de celles du traité d'arbitrage belgo-suédois actuellement soumis à l'approbation des Chambres que par quelques détails qui touchent plutôt à la rédaction. Comme dans le traité belgo-suédois tous les conflits entre les deux Etats de quelque nature qu'ils soient sont, en cas d'échec des négociations diplomatiques et de la procédure de conciliation prévue par le traité, soumis à une procédure de règlement judiciaire ou d'arbitrage obligatoire.

Nous avons la confiance que vous serez comme nous d'avis, Messieurs, qu'il y a lieu de réserver un vote favorable au projet de loi qui vous est soumis et qui porte approbation du nouveau traité entre la Belgique et la Suisse.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

E. VANDERVELDE.

**Traité de Conciliation, de Règlement judiciaire et d'Arbitrage
entre la Belgique et la Suisse.**

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE CONSEIL FEDERAL SUISSE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la Belgique et la Suisse et de résoudre, conformément aux principes à la base du Pacte de la Société des Nations, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. VANDERVELDE, son Ministre des Affaires Etrangères,

LE CONSEIL FEDERAL SUISSE :

M. BARBEY, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse en Belgique,

LESQUELS, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Tous les litiges ayant pour objet un droit, de quelque nature qu'il soit, allégué par une des Parties contractantes et contesté par l'autre et, notamment, les différends mentionnés à l'article 13 du Pacte de la Société des Nations, qui n'auraient pu être réglés, dans un délai raisonnable, par les procédures diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement à la Cour Permanente de Justice Internationale.

ARTICLE 2.

Les Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour Permanente de Justice Internationale, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les Gouvernements des Parties contractantes. Il sera interprété en tous points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra saisir la Cour de Justice par voie de simple requête.

ARTICLE 3.

Avant toute procédure devant la Cour Permanente de Justice Internationale, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une Commission Internationale Permanente,

dite Commission Permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

ARTICLE 4.

La Commission Permanente de Conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le Président de la Commission. Ces trois commissaires ne devront, ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la Commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans; les Parties se réservent, toutefois, de transférer, à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions du Président à un autre des membres de la Commission désignés en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de Conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la Commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de Conciliation désignés en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant, qui siégera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 5 du présent Traité.

ARTICLE 5.

La Commission de Conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas sera, à défaut d'autre entente, priée de procéder aux désignations nécessaires.

ARTICLE 6.

La Commission de Conciliation sera saisie, par voie de requête adressée au Président, par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties, si l'article 16 du présent Traité est applicable.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contient-

dra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

ARTICLE 7.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties contractantes aura porté un différend devant la Commission de Conciliation chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission.

ARTICLE 8.

La Commission de Conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pas été conciliées, la Commission pourra, à moins que les deux commissaires librement nommés par les Parties, ne s'y opposent, ordonner, avant même que la Cour Permanente de Justice Internationale, saisie du différend, ait statué définitivement, la publication d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la Commission.

ARTICLE 9.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de Conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commissions Internationales d'Enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

ARTICLE 10.

La Commission de Conciliation se réunira sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

ARTICLE 11.

Les travaux de la Commission de Conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

ARTICLE 12.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de Conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

ARTICLE 13.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission de Conciliation seront prises à la majorité des voix.

ARTICLE 14.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de Conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

ARTICLE 15.

Pendant la durée des travaux de la Commission de Conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Parties contractantes.

Chaque Gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la Commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

ARTICLE 16.

Tous les litiges autres que ceux visés à l'article premier qui viendraient à s'élever entre les Parties contractantes et ne pourraient être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires seront soumis à la Commission Permanente de Conciliation. Il sera procédé dans ce cas conformément aux articles 7 à 15 du présent Traité.

ARTICLE 17.

Si les Parties ne peuvent être conciliées, le litige sera, à la requête d'une seule des Parties, soumis pour décision à un tribunal arbitral qui, à défaut

d'autre accord entre les Parties, sera composé de cinq membres désignés, pour chaque cas particulier, suivant la méthode prévue, aux articles 4 et 5 du présent Traité, en ce qui concerne la Commission de Conciliation.

ARTICLE 18.

Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du litige, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, il y sera obligatoirement suppléé conformément à la procédure prévue au Titre IV de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, qui régira, dans ce cas, le recours à l'arbitrage.

ARTICLE 19.

S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation interne de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à la procédure de conciliation, à la procédure de règlement judiciaire ou à la procédure d'arbitrage prévues par le présent Traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

ARTICLE 20.

Si la Cour Permanente de Justice Internationale ou le Tribunal Arbitral établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

ARTICLE 21.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion sur l'acceptation des propositions de la Commission de Conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour Permanente de Justice Internationale ou de la sentence du Tribunal Arbitral. A cet effet, la Commission de Conciliation, la Cour de Justice et le Tribunal Arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisionnelles doivent être prises.

ARTICLE 22.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Traité seront, sauf accord contraire, soumises directe-

ment à la Cour Permanente de Justice Internationale par voie de simple requête.

ARTICLE 23.

Le présent Traité ne s'appliquera qu'aux litiges qui viendraient à s'élever, après l'échange des ratifications du présent Traité, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette date.

Les litiges pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres accords en vigueur entre les Parties contractantes seront réglés conformément aux stipulations de ces accords.

ARTICLE 24.

Le présent Traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Bruxelles, dans le plus bref délai possible.

Le présent Traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à partir de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement, conformément aux stipulations du présent Traité.

Le présent Traité abroge le Traité d'arbitrage conclu entre les Parties contractantes le 15 novembre 1904.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 5 février 1927.

(s) Frédéric BARBEY.
(L. C.)

(s) E. VANDERVELDE.
(L. C.)



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 MEI 1927.

Wetsontwerp

**tot goedkeuring van het Verdrag van Verzoening, Gerech-
telijke Regeling en Arbitrage tusschen België en Zwitserland.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage tusschen België en Zwitserland, waarvan de tekst hierbij gevoegd is, werd ondertekend te Brussel op 5 Februari 1927.

Ten opzichte van het op 13 Februari 1925 ondertekende Verdrag, dat beide Regeeringen het na Locarno eens geweest zijn om niet te bekrachtigen (zie *Parlementaire Bescheiden*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, n^o 334-1926), maakt het onderhavige Verdrag een nieuwen vooruitgang uit op den weg naar verplichtende arbitrage : zijne bepalingen houden rekening met de beginselen die in de te Locarno ondertekende Verdragen aangenomen werden. Zij verschillen alleen van deze van het Belgische-Zweedsch arbitrage-verdrag dat thans aan de goedkeuring der Kamers onderworpen is, door enkele bijzonderheden die eerder van redactioneelen aard zijn. Zooals in het Belgisch-Zweedsch Verdrag worden al de geschillen van welken aard ook tusschen beide Staten, in geval van mislukking der diplomatische besprekingen en der in het Verdrag voorziene verzoeningprocedure, onderworpen aan eene procedure van gerechtelijke regeling of van verplichtende arbitrage.

Wij vertrouwen, Mijne Heeren, dat gij met ons zult oordeelen, dat er een gunstige stemming dient te worden voorbehouden aan het wetsontwerp dat U wordt voorgelegd en waarbij het nieuwe Verdrag tusschen België en Zwitserland wordt goedgekeurd.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

**Verdrag van Verzoening, Gerechtelijke Regeling en Arbitrage
tusschen België en Zwitserland.**

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN EN DE ZWITSERSCHE BONDSRAAD, beziel met den wensch de tusschen België en Zwitserland bestaande vriendschapsbanden nauwer aan te halen en de geschillen die tusschen beide landen zouden ontstaan, overeenkomstig de beginselen die tot grondslag van het Pakt van den Volkenbond dienen, op te lossen, hebben besloten te dien einde een verdrag aan te gaan en hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

den Heer E. VANDERVELDE, Zijn Minister van Buitenlandsche Zaken,

DE ZWITSERSCHE BONDSRAAD :

den Heer BARBEY, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van den Zwitserschen Bond in België,

welke na elkaar kennis te hebben gegeven van hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten, aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL EEN.

Al de geschillen die als voorwerp een recht hebben, van welken aard het ook zij, aangevoerd door een der Verdragsluitende Partijen en betwist door de andere en, inzonderheid de geschillen vermeld in artikel 13 van het Pakt van den Volkenbond, die niet, binnen een redelijken termijn, door de gewone diplomatieke proceduren konden geregeld worden, zullen aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie voor uitspraak onderworpen worden.

ARTIKEL 2.

De Verdragsluitende Partijen zullen, in elk afzonderlijk geval, een bijzonder compromis opmaken waarbij het voorwerp van het geschil, de bijzondere bevoegdheden die aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie zouden kunnen toegekend worden, alsook alle andere tusschen hen vastgestelde voorwaarden, duidelijk bepaald worden.

Het compromis zal door wisseling van nota's tusschen de Regeeringen der Verdragsluitende Partijen vastgesteld worden. Het zal in alle opzichten door het Hof van Justitie uitgelegd worden.

Indien het compromis niet vastgesteld is binnen de drie maanden, te rekenen van den dag waarop eene vraag om gerechtelijke regeling bij een der Partijen ingediend werd, zal elke Partij de aangelegenheid door middel van een eenvoudig verzoekschrift, bij het Hof van Justitie aanhangig kunnen maken.

ARTIKEL 3.

Vooraleer over te gaan tot eenige procedure vóór het Bestendige Hof van Internationale Justitie, zal het geschil, in gemeen overleg tusschen de Partijen,

voor verzoening kunnen onderworpen worden aan een Bestendige Internationale Commissie, genaamd Bestendige Verzoeningscommissie en samengesteld in overeenkomst met dit Verdrag.

ARTIKEL 4.

De Bestendige Verzoeningscommissie zal uit vijf leden bestaan. De Verdragssluitende Partijen zullen elk een commissaris naar hun zin benoemen en de drie anderen, in gemeen overleg aanwijzen en, onder deze laatsten, den Voorzitter der Commissie. Deze drie commissarissen zullen noch onderhoorigen der Verdragssluitende Partijen zijn, noch hunne woonplaats op hun grondgebied hebben of zich in hun dienst bevinden. Zij zullen alle drie van verschillende nationaliteit zijn.

De commissarissen zullen voor drie jaar benoemd worden. Indien er, bij het verstrijken van het mandaat van een lid der Commissie, in zijne vervanging niet voorzien wordt, dan wordt zijn mandaat beschouwd als zijnde hernieuwd voor een tijdperk van drie jaar; de Partijen behouden zich evenwel het recht voor, bij het verstrijken van den termijn van drie jaar, het ambt van Voorzitter aan een ander der in gemeen overleg aangewezen leden der Commissie over te dragen.

Een lid waarvan het mandaat tijdens den duur van een loopende procedure verstrijkt, gaat voort aan het onderzoek van het geschil deel te nemen tot de procedure geëindigd is, niettegenstaande het feit dat zijn plaatsvervanger aangewezen zou zijn.

In geval van overlijden of ontslag van een der leden van de Verzoeningscommissie, zal hij moeten vervangen worden voor den overblijvende duur van zijn mandaat, zoo mogelijk binnen de drie volgende maanden en, in ieder geval, zoodra een geschil aan de Commissie zal onderworpen zijn.

Ingeval een der door de Verdragssluitende Partijen in gemeen overleg aangewezen leden van de Verzoeningscommissie tijdelijk zou belet zijn, ten gevolge van ziekte of van elke andere omstandigheid, aan de werkzaamheden der Commissie deel te nemen, zullen de Partijen zich met elkander verstaan om een plaatsvervanger aan te wijzen, die tijdelijk in zijne plaats zal zetelen. Indien de aanwijzing van dezen plaatsvervanger niet binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van het tijdelijk openvallen van den zetel, plaats heeft, zal er overeenkomstig artikel 5 van dit Verdrag gehandeld worden.

ARTIKEL 5.

De Verzoeningscommissie zal binnen de zes maanden die op het in werking treden van dit Verdrag volgen, samengesteld worden.

Indien de benoeming der in gemeen overleg aan te wijzen commissarissen niet binnen vermelden termijn of, in geval van vervanging, binnen de drie maanden te rekenen van het openvallen van den zetel plaats heeft, zal Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, indien er geen andere afspraak bestaat, verzocht worden tot de noodige benoemingen over te gaan.

ARTIKEL 6.

De kwestie zal bij de Verzoeningscommissie aanhangig gemaakt worden door middel van een verzoekschrift tot den Voorzitter gericht door beide Partijen handelend in gemeen overleg of, bij gebrek daaraan, door de eene of de andere der Partijen, indien artikel 16 van dit Verdrag van toepassing is.

Het verzoekschrift zal, na een korte uiteenzetting van het voorwerp van het geschil, eene uitnoodiging aan de Commissie bevatten om over te gaan tot het nemen van alle maatregelen die geschikt zijn om tot een verzoening te leiden.

Indien het verzoekschrift uitgaat van een enkele der Partijen, zal deze er zonder uitstel aan de andere Partij kennis van geven.

ARTIKEL 7.

Binnen een termijn van twee weken, te rekenen van den datum waarop eene der Verdragsluitende Partijen een geschil aan de Verzoeningscommissie onderworpen heeft, zal elke Partij, voor het onderzoek van dit geschil, het door haar aangewezen bestendig lid mogen vervangen door een persoon die een bijzondere bevoegdheid ter zake bezit. De Partij die van dit recht zou willen gebruik maken, zal er onmiddellijk aan de andere Partij kennis van geven; deze zal het recht hebben gebruik te maken van hetzelfde recht binnen een termijn van twee weken te rekenen van den datum waarop het bericht haar zal toegekomen zijn.

Elke Partij behoudt zich voor onmiddellijk een plaatsvervanger te benoemen om tijdelijk het door haar aangewezen bestendig lid te vervangen, dat, ten gevolge van ziekte of elke andere omstandigheid, tijdelijk zou belet zijn aan de werkzaamheden der Commissie deel te nemen.

ARTIKEL 8.

De Verzoeningscommissie zal als taak hebben de betwiste kwesties toe te lichten, te dien einde door onderzoek of eenig ander middel alle nuttige inlichtingen te verzamelen en te trachten de Partijen te verzoenen. Zij zal, na een onderzoek der aangelegenheid, aan de Partijen de voorwaarden der haar passend schijnende schikking kunnen uiteenzetten en hun een termijn toestaan om zich uit te spreken.

Wanneer de Commissie haar werk geëindigd heeft, zal zij een proces-verbaal opmaken waarbij vastgesteld wordt, volgens het geval, ofwel dat de Partijen eene schikking aangenomen hebben en, in voorkomend geval, de voorwaarden dezer schikking, ofwel dat de Partijen niet konden verzoend worden.

De werkzaamheden der Commissie zullen, tenzij de Partijen anders overeenkomen, moeten geëindigd zijn binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van den dag waarop het geschil bij de Commissie aanhangig gemaakt werd.

Indien de Partijen niet verzoend werden, zal de Commissie, tenzij de beide door de Partijen vrij benoemde commissarissen er zich tegen verzetten, kunnen bevelen, zelfs alvorens het Bestendige Hof van Internationale Justitie, waarbij het geschil aanhangig gemaakt is, definitief uitspraak gedaan heeft, dat er een verslag zal bekendgemaakt worden, waarin het advies van elk lid der Commissie zal vermeld staan.

ARTIKEL 9.

Behoudens eene bijzondere tegenovergestelde bepaling, zal de Verzoeningscommissie zelf hare procedure regelen, die in elk geval tegensprekelijk zal moeten zijn. In zake onderzoek, zal de Commissie, indien zij er bij eenparigheid niet anders over beslist, zich gedragen naar de beschikkingen van Titul III (Internationale Commissies voor Onderzoek) der Overeenkomst van 's Gravenhage van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale geschillen.

ARTIKEL 10.

De Verzoeningscommissie zal vergaderen op de door haren Voorzitter aangeduide plaats, tenware de Partijen anders overeenkwamen.

ARTIKEL 11.

De werken der Verzoeningscommissie worden slechts bekendgemaakt krachtens een besluit genomen door de Commissie met de goedkeuring der Partijen.

ARTIKEL 12.

De Partijen zullen bij de Verzoeningscommissie vertegenwoordigd zijn door agenten die tot taak hebben op te treden als bemiddelaars tusschen hen en de Commissie; zij zullen zich bovendien mogen doen bijstaan door raads mannen en deskundigen door hen te dien einde benoemd, en mogen vragen dat elk persoon, wiens getuigenis hun nuttig schijnt, zou gehoord worden.

Van haren kant zal de Commissie het recht hebben mondelingen uitleg te vragen aan de agenten, raads mannen en deskundigen van beide Partijen, alsoók aan elken persoon dien zij het nuttig zou achten met de toestemming van zijn Regeering te doen verschijnen.

ARTIKEL 13.

Behoudens eene tegenovergestelde beschikking van dit Verdrag, zullen de besluiten der Verzoeningscommissie bij meerderheid van stemmen genomen worden.

ARTIKEL 14.

De Verdragsluitende Partijen gaan de verplichting aan, de werkzaamheden der Verzoeningscommissie te vergemakkelijken en, inzonderheid, haar, in zoo ruime mate mogelijk, alle nuttige documenten en inlichtingen te verschaffen, alsook de te hunner beschikking staande middelen te gebruiken om haar toe te laten, op hun grondgebied en volgens hunne wetgeving over te gaan tot de dagvaarding en het verhoor van getuigen of van deskundigen en tot begevingen ter plaats.

ARTIKEL 15.

Tijdens de werkzaamheden der Verzoeningscommissie zal ieder der commissarissen eene vergoeding ontvangen waarvan het bedrag in gemeen overleg tusschen de Verdragsluitende Partijen zal vastgesteld worden.

Iedere Regeering zal haar eigen onkosten dragen, alsook een gelijk deel der gemeenschappelijke onkosten der Commissie; de in de eerste aliena voorziene vergoedingen zullen onder de gemeenschappelijke onkosten begrepen zijn.

ARTIKEL 16.

Alle andere geschillen dan die bedoeld in artikel één, die zouden oprijzen tusschen de Verdragsluitende Partijen en die binnen een redelijken tijd door de gewone diplomatieke middelen niet zouden kunnen beslecht worden, zullen aan de Bestendige Verzoeningscommissie onderworpen worden. Er zal in dit geval gehandeld worden overeenkomstig artikels 7 tot 15 van dit Verdrag.

ARTIKEL 17.

Indien de Partijen niet kunnen verzoend worden, zal het geschil op verzoek van één enkele der Partijen, voor beslissing onderworpen worden aan een scheidsgerecht, hetwelk bij gebrek aan een andere afspraak tusschen de Partijen, samengesteld zal zijn uit vijf leden aangewezen, voor ieder afzonderlijk geval, volgens de methode voorzien in artikels 4 en 5 van dit Verdrag, wat betreft de Verzoeningscommissie.

ARTIKEL 18.

Wanneer er tusschen hen aanleiding tot arbitrage zal bestaan, verbinden de Verdragsluitende Partijen er zich toe, binnen een termijn van drie maanden te rekenen van den dag waarop de eene der Partijen het verzoek om arbitrage tot de andere zal gericht hebben, een bijzonder compromis aan te gaan betreffende het voorwerp van het geschil, alsmede de modaliteiten der procedure.

Indien dit compromis niet binnen den voorzienen termijn kan aangegaan worden, zal er daarin verplichtend voorzien worden overeenkomstig de procedure voorzien in Titel IV der Overeenkomst van 's Gravenhage van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale geschillen, waardoor, in dit geval, de toevlucht tot arbitrage zal beheerscht zijn.

ARTIKEL 19.

Indien het gaat om een geschil dat, volgens den inhoud der inlandsche wetten van ééne der Partijen, tot de bevoegdheid der rechtbanken, met inbegrip der administratieve rechtbanken, behoort, zal de verwerende Partij er zich mogen tegen verzetten dat het onderworpen worde aan de procedure van verzoening, aan de procedure van gerechtelijke regeling of aan de scheidsrechterlijke procedure voorzien door dit Verdrag, vooraleer de bevoegde rechterlijke overheid, binnen een redelijken tijd, een definitieve uitspraak gedaan heeft.

ARTIKEL 20.

Indien het Bestendige Hof van Internationale Justitie of het Scheidsgerecht vaststelt dat eene beslissing van eene rechtbank of van elke andere overheid afhangerende van ééne der Verdragsluitende Partijen geheel of gedeeltelijk met het volkenrecht in strijd is en indien het constitutioneel recht dezer Partij niet zou toelaten of slechts op onvolmaakte wijze zou toelaten langs administratieve weg de gevolgen der beslissing waarvan sprake te niet te doen, zou de gerechtelijke of scheidsrechterlijke uitspraak den aard en den omvang van het aan de benadeelde Partij te verleenen herstel aangeven.

ARTIKEL 21.

Gedurende de procedure van verzoening, de gerechtelijke procedure of de scheidsrechterlijke procedure zullen de Verdragsluitende Partijen zich onthouden van elken maatregel welke eene terugwerking zou kunnen hebben op het aannemen der voorstellen van de Verzoeningscommissie of op de uitvoering van het arrest van het Bestendige Hof van Internationale Justitie of van het vonnis van het Scheidsgerecht. Te dien einde zullen de Verzoeningscommissie, het Hof en het Scheidsgerecht, in voorkomend geval, bevelen welke provisioneele maatregelen dienen genomen te worden.

ARTIKEL 22.

De betwistingen die zouden ontstaan aangaande de uitlegging of de uitvoering van dit Verdrag zullen, behoudens tegenovergestelde overeenkomst, rechtstreeks aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie door middel van een eenvoudig verzoekschrift onderworpen worden.

ARTIKEL 23.

Dit Verdrag zal slechts toepasselijk zijn op de geschillen die zouden oprijzen na de uitwisseling der bekrachtigingen van dit Verdrag, aangaande toestanden of feiten welke dagteekenen van na dien datum.

De geschillen voor welke oplossing eene bijzondere procedure voorzien is door andere tusschen de Verdragsluitende Partijen van kracht zijnde schikkingen, zullen overeenkomstig de bepalingen van deze schikkingen geregeld worden.

ARTIKEL 24.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden. De bewijsschriften van bekrachtiging zullen te Brussel, binnen den kortst mogelijken tijd, uitgewisseld worden.

Dit Verdrag zal dadelijk na de uitwisseling der bekrachtigingen in werking treden en het zal een duur van tien jaar hebben te rekenen van den dag der inwerkingtreding. Indien het niet opgezegd is zes maanden vóór het verstrijken van dezen termijn, zal het beschouwd worden als zijnde hernieuwd voor een tijdperk van vijf jaar, en zoo voorts.

Indien er, bij het verstrijken van dit Verdrag, eene procedure van verzoening, van gerechtelijke regeling of van arbitrage hangend is, zal zij haren loop volgen tot aan hare voleindiging, overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag.

Door dit Verdrag wordt het tusschen de Verdragsluitende Partijen op 15 November 1904 gesloten Verdrag afgeschaft.

Ter oorkonde waarvan de bovengenoemde Gevolmachtigden dit Verdrag onder-
teekend hebben.

Gedaan te Brussel, in dubbel exemplaar, op 5 Februari 1927.

(g.) Frédéric BARBEY.
(L. S.).

(g.) E. VANDERVELDE.
(L. S.).

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

approuvant le *Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et la Suisse.*

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het *Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage tusschen België en Zwitserland.*

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvé le *Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et la Suisse, signé à Bruxelles, le 5 février 1927.*

Donné à Bruxelles, le 10 mai 1927.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Word goedgekeurd het *Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage tusschen België en Zwitserland onderteekend te Brussel op 5 Februari 1927.*

Gegeven te Brussel, den 10^e Mei 1927.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege .

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.